

La Terre de chez nous
5 novembre 2009

ACTUALITÉS

RÉFORME LÉGISLATIVE

L'UPA d'accord pour renforcer les lois

PIERRE-YVON BÉGIN

QUÉBEC — Si l'objectif du gouvernement du Québec est de renforcer les lois agricoles, l'Union des producteurs agricoles (UPA) se dit ouverte à participer à l'élaboration d'une loi englobante pour réunir toutes les lois touchant le monde agricole. Président de l'UPA, Christian Lacasse dit ne pas réagir négativement au chantier lancé par le ministre de l'Agriculture, Claude Béchard. Il y voit l'occasion de corriger certaines anomalies, telle l'obtention du statut de producteur agricole pour les producteurs de bois.

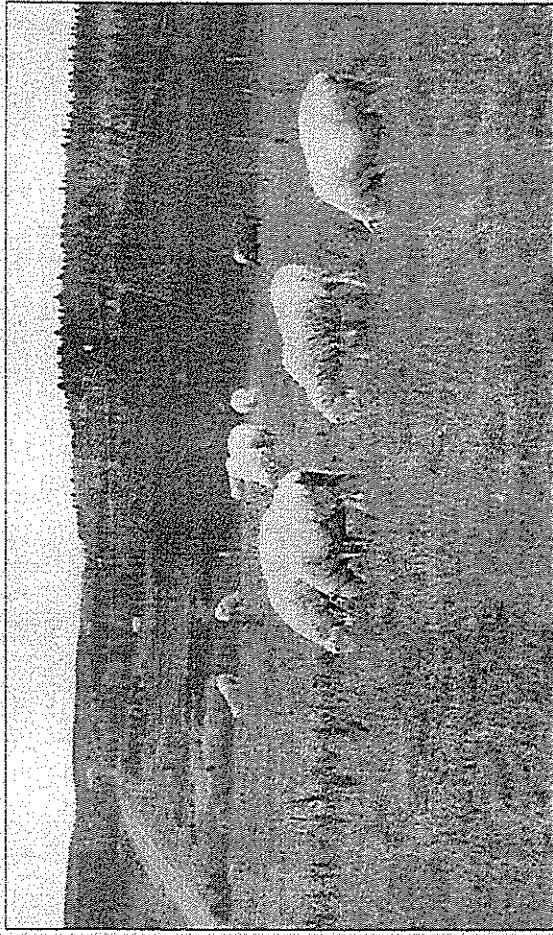
« Il faut prendre le temps de s'asseoir avec le ministre et de voir quelles sont ses intentions réelles. Si l'objectif est de renforcer les lois et qu'à travers ça on se donne une vision d'avenir avec des éléments de politique qui seraient mieux ancrés à travers un projet de loi, on va y souscrire. À l'inverse, si on veut profiter de cet exercice pour amener des changements profonds à des lois qui auraient pour conséquence d'affaiblir le pouvoir des agriculteurs, en termes de mise en marché des produits ou de protection du territoire agricole, on va s'opposer. »

Christian Lacasse réserve son jugement quant au temps choisi par le ministre pour lancer cette réflexion au sein de son ministère. Le président de l'UPA revient aux objectifs et aux résultats visés par l'exercice, disant qu'il est

essentiel à ses yeux de se placer en mode « amélioration ». Il est convaincu qu'il est possible d'atteindre des résultats intéressants, à condition de partager des objectifs communs avec le gouvernement. Malheureusement, observe-t-il, l'expérience des deux dernières années a rendu l'UPA sceptique.

Le président de l'UPA indique qu'il souscrit à l'effort si l'intention du ministre Béchard est de renforcer le pouvoir des agriculteurs en termes de mise en marché et de leur capacité à obtenir un juste prix, une meilleure répartition des bénéfices à travers les filières. Christian Lacasse estime qu'en matière de protection du territoire agricole, il convient de mettre plus d'emphasis sur les plans de développement de l'agriculture et de la foresterie, visant une meilleure mise en valeur des terres cultivables et de la forêt privée.

« Le ministre semble dire qu'il y aurait un renforcement, reprend Christian Lacasse. Je veux bien croire, mais dans la mesure où l'on va faire la démonstration qu'effectivement il y a des améliorations concrètes. L'agriculture a été chaudement éprouvée ces dernières années. Si ce projet de loi s'inscrit dans une nouvelle politique pour assurer l'avenir de l'agriculture et de nos régions rurales pour les dix à quinze prochaines années, on est prêts à faire l'exercice. »



Si l'objectif du gouvernement du Québec est de renforcer les lois agricoles, l'Union des producteurs agricoles (UPA) se dit ouverte à participer à l'élaboration d'une loi englobante pour réunir toutes les lois touchant le monde agricole.

Financière agricole

Après un refroidissement dans leurs échanges, l'UPA et le ministère de l'Agriculture ont repris contact cette semaine. Deux rencontres sont prévues à l'horaire afin de conclure les négociations entourant le renouvellement de l'entente à La Financière agricole. Une réunion préparatoire a eu lieu lundi et aujourd'hui, jeudi 5 novembre, une séance de travail au sommet doit avoir lieu entre le ministre Claude Béchard et le président de l'UPA, Christian Lacasse. Le président de l'UPA rappelle que ces rencontres font suite à l'engagement du premier ministre, Jean

Charest, d'arriver à des propositions concrètes à la satisfaction des producteurs agricoles. Tel qu'indiqué la semaine dernière, les travaux du comité bipartite État/UPA ont bel et bien pris fin en juin dernier. Claude Béchard entend toujours boucler le dossier de La Financière ce mois-ci.

« Il est essentiel qu'on soit partie prenante dans cette démarche, déclare le président de l'UPA. Les producteurs assument le tiers des coûts. Il faut absolument régler le dossier de La Financière et nous sommes bien heureux de nous asseoir de nouveau avec le ministère. »